

Crimes ordinaires des rebelles pro-turcs à Afrin

Le paisible relief de la région d'Afrin tranche avec l'absence de pouvoir et l'omniprésence de la violence, à l'image de nombreux territoire sous contrôle turc dans le nord et l'ouest syrien.

Au cours de ses 17 jours de captivité, Leila Mohammed Ahmed a assisté impuissante au suicide de dix jeunes femmes à la suite de leur viol par des membres de la Division Sultan Murad, une faction rebelle sunnite affiliée à l'Armée Nationale Syrienne (ANS), soutenue par la Turquie. Cette femme de 63 ans originaire de la région kurde d'Afrin occupée depuis mars 2018 par des supplétifs syriens des forces armée turques, relate le désespoir de ses co-détenues dans une interview téléphonique : *« Certaines utilisent leur ceinture pour se pendre, d'autres s'ouvrent la gorge avec un stylo ou tout autre objet tranchant ou perforant. Et il y a aussi ces filles qui se frappent la tête contre les murs, jusqu'à perdre connaissance. »*

Le récit de Leila n'a rien d'extraordinaire. Dans les territoires syriens occupés par la Turquie, la violence et la criminalité ont été institutionnalisées. Les différents groupes armés syriens appuyés par Ankara et autrefois porteurs d'une autre vision politique pour la Syrie, sont accusés par les populations d'être devenues des groupes criminels focalisés sur leurs gains matériels et financiers respectifs que leur procurent notamment les rançons tirées des enlèvements et la saisie de biens privés.

« Nous étions environ 150, avec pour seule nourriture quotidienne une demie boule de pain et une pomme de terre. Chaque nuit, entre une heure du matin et trois heures, ils nous tabassaient. Chaque nuit, des hommes venaient prendre quelques filles : « On t'emmène voir le docteur », c'est ce qu'ils disaient. La profanation des filles était une sorte de tradition, » raconte entre rage et tristesse Leila. Elle était incarcérée à al-Raï, à l'est d'Afrin, dans une région là aussi occupée par les milices de l'ANS pro-turque.

Cette séxagénaire a été arrêtée pour ses liens passés avec l'Administration autonome qui gouvernait la province enclavée d'Afrin. Cette terre aux collines verdoyantes parsemées d'oliveraies et de sites archéologiques a été capturée par l'armée turque et ses alliés locaux au terme d'une sanglante campagne militaire de deux mois.

Avec le départ forcé d'une importante part de sa population kurde, jusque-là majoritaire dans la région et désormais réduite au statut de minorité, Afrin se dresse comme un sombre symbole du virage pris par l'opposition syrienne. À son ardeur révolutionnaire ont succédé ses appétits individuels et sa criminalité rampante, ses différents groupes armés n'étant plus que les outils du changement démographique et de l'impérialisme culturel conduits par la Turquie dans les zones qu'elle occupe au nord de la Syrie. Avec en toile de fond cette farouche détermination turque à annihiler toute tentative kurde d'autogestion et d'autogouvernance dans ce pays.

Durant la récente visite à Afrin de son belliqueux ministre de l'Intérieur Souleyman Soyly à l'occasion de l'Aïd el-Adha, la Turquie a usé de tous les éléments de communication à sa

disposition pour démontrer aux yeux de toutes et de tous son autorité et sa maîtrise de la situation. Sur son compte Twitter, Souleyman Soylu est photographié au centre de commandement des forces spéciales turques flanqué d'immenses drapeaux turcs tandis que sur les murs trônent des portraits des présidents Recep Tayyip Erdogan et de Mustafa Kemal.

L'invasion militaire turque au nord de la Syrie en octobre 2019 et baptisée *Source de Paix* a été rendue possible par le feu vert accordé par Donald Trump et son administration. Cette agression a rapidement suscité une vague d'indignation internationale alors que les diverses factions armées rassemblées sous la bannière de l'ANS s'engageaient dans une litanie de crimes et de violence dont le plus mémorable restera peut-être l'exécution sommaire de la femme politique kurde Hevrîn Khalaf. Son véhicule intercepté par des membres d'Ahrar al-Sharqiyah, elle en fut extraite de force et abattue, avant que ses meurtriers ne se déchaînent sur son corps inerte. Cette permissivité de Trump a été dénoncée par l'ensemble de la classe politique américaine comme la trahison d'un allié ayant permis la défaite militaire de l'État islamique (EI ou *Daesh* selon l'acronyme arabe) qui le somma par ailleurs de revoir ses plans de retrait des forces américaines de Syrie.

Il est intéressant de noter que l'invasion d'Afrin un an et demi plus tôt par la Turquie sous prétexte que l'Administration autonome était sous influence du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) n'a pas déclenché une telle levée de boucliers de la part de la communauté internationale. Les États-Unis ont fait valoir que la région était en dehors de sa zone de contrôle et qu'elle n'avait à ce titre aucun levier tandis que la Russie, maîtresse du terrain dans le nord-ouest syrien, a pu faire payer aux Kurdes leur refus de rompre leurs relations avec Washington et de se soumettre à l'autorité de Bashar al-Assad en laissant faire la Turquie.

Pour Bassam al-Ahmed, activiste syrien des droits de l'Homme et membre fondateur de *Syrians for Truth and Justice* (<https://stj-sy.org/en/>, en anglais), organisme à but non-lucratif de recherche et de collecte des abus et crimes commis par toutes les parties impliquées dans ce conflit depuis plus de 10 ans, « *la quasi-totalité du monde était opposée à l'opération turque de 2019 Source de Paix, alors que l'invasion d'Afrin a eu lieu dans un silence généralisé. Pourtant, ce qu'il se passe actuellement dans cette région n'est ni plus ni moins qu'un nettoyage ethnique doublé d'un profit financier pour la Turquie et les groupes armés de l'ANS.* »

Leila Mohammed a eu de la chance. Ses geôliers de la Division Sultan Murad l'ont libérée parce qu'elle était « *trop vieille* » et ramenée à Afrin. Lorsqu'elle est revenue dans son village de Metîna, elle n'a pu que constater l'occupation de sa maison par un Arabe syrien, ses deux femmes et ses dix enfants. Transfuges de Homs, ils ont été emmenés ici comme des milliers d'autres par bus entiers dans le cadre des accords passés entre la Turquie, l'Armée Nationale Syrienne, la Syrie et la Russie pour évacuer les derniers réduits insurgés et transférer leurs populations dans les zones occupées par Ankara au nord de la Syrie. Des quelques 150 oliviers que possédait la famille de Leila, il ne restait qu'un dédale de souches. Elle aussi est partie. Elle a fui Afrin en payant un passeur 350 dollars, une somme conséquente dans une Syrie exsangue. Depuis 2019, elle vit à Alep, en zone contrôlée par le régime de Damas.

« *Il y a peu, l'une de mes amies qui était aussi détenue à al-Rai a été relâchée. Elle m'a dit que dans la prison où j'étais, il y avait encore beaucoup de femmes et d'adolescentes,* » rapporte Leila. Un témoignage qui fait écho à ceux collectés parmi les populations d'Afrin et des autres territoires occupés par la Turquie et les factions de l'ANS. Tout comme les enlèvements et les détentions arbitraires, le viol, le nettoyage ethnique et le recrutement

d'enfants-soldats, pour servir les desseins turcs en Libye et en Azerbaïdjan, sont devenus quotidiens.

Ces crimes perpétrés par ces milices armées et d'autres comme le pillage ou l'imposition de taxes aux populations kurdes et aux civils arabes récemment déplacés dans ces zones sous contrôle turc sont motivés par un objectif commun à tous : le profit. Leurs responsables investissent l'argent amassé par ces activités illicites dans des propriétés foncières ou d'autres projets lucratifs, que ce soit en Turquie ou dans les zones sous son patronage.

Un rapport de la Commission d'enquête des Nations-Unies sur la Syrie rendu public en mars 2021 affirme que « suite à la capture d'Afrin en mars 2018 (...) un vide sécuritaire est apparu, créant un environnement favorable aux enlèvements, prises d'otages et extorsions de fonds par les membres des milices armées. » Le document stipule que des exactions similaires, « bien que de moindre ampleur », ont été observées dans les villes et leurs environs de Serê Kaniyê (en arabe Ras al-Aïn) et Girê Spî (en arabe Tell Abyad) peu après l'opération turque *Source de Paix*, « affectant tout particulièrement les populations kurdes de retour chez elles après avoir fui les combats. » Ce rapport de l'ONU souligne aussi que « durant leur détention, les femmes kurdes (et occasionnellement, les femmes yézidiennes) sont l'objet de menaces de viol, de traitements dégradants et humiliants, de tests de virginité, de viol et de diffusions vidéos et photographiques de ces violences sexuelles perpétrées contre elles. »

Meghan Bodette, chercheuse américaine et fondatrice de *The Missing Afrin Women Project*, a étudié le cas de 228 femmes enlevées dans la région d'Afrin depuis l'invasion turque. Le sort de 135 d'entre elles demeurent à ce jour encore inconnu. 91 sont censées avoir été libérées et deux seraient mortes en détention. « Après avoir parlé avec plusieurs survivantes et lu d'autres témoignages, il apparaît que le nombre réel de femmes enlevées et disparues est probablement plus élevé que le nombre de cas que nous connaissons. Les difficultés et dangers liés à la collecte d'informations à ce sujet ainsi que le refus de la Turquie d'autoriser l'accès des médias indépendants et des organisations des droits de l'homme et de la femme à cette région jouent un rôle majeur dans cette sous-évaluation, » soutient Meghan Bodette.

Et lorsque la Turquie permet l'accès d'un média international à Afrin, le résultat est pour le moins embarrassant, sauf pour Ankara. Dans un article en date du 16 février 2021, le *New York Times* certifie que « la Turquie est devenue la seule puissance internationale sur le terrain à protéger cinq millions de personnes déplacées et vulnérables. Aujourd'hui, les soldats turcs sont les seuls à se tenir entre ces civils et un potentiel massacre de masse commis par le président Bashar al-Assad et son allié russe. » Aucune mention des atrocités commises par les protégés de la Turquie. Les Kurdes syriens étaient atterrés.

Représentante du Conseil Démocratique Syrien (CDS) à Washington, Sinam Mohammed était « profondément indignée que le *New York Times* offre une très belle image de personnes qui commettent des crimes à Afrin. C'était de la désinformation, un mensonge qui disait que tout allait pour le mieux. (...) Je sais ce qu'il s'y passe, chaque jour. Les femmes violées. Les hommes torturés à mort. Le changement démographique. » La famille de Sinam Mohammed a été spoliée de sa maison à Afrin. Les ateliers de son mari ont été saisis et vidés de leurs machines. « Avec d'autres membres de la communauté kurde nous avons écrit au *New York Times*. Ils n'ont jamais répondu. »

Pour l'ONU et plusieurs ONG, les exactions commises par les factions armées de l'ANS relèvent des crimes de guerre. *Al-Monitor* a contacté plus d'une douzaine de sources, qu'elles soient turques, arabes syriennes ou kurdes syriennes. Toutes s'accordent à dire que les

confiscations de biens et les pillages sont toujours d'actualité, avec notamment aux commandes plusieurs seigneurs de guerre s'enrichissant jour après jour. Des ressortissants turcs proches de l'AKP prendraient également leur part du butin. Selon Bassam al-Ahmad du STJ *« si ces seigneurs de guerre ne se savaient pas protégés par la Turquie, ils ne seraient pas capables de faire ce genre de choses. La plupart des commandants de faction se sont d'ailleurs vus accordés la nationalité turque. »*

La Turquie rejette ces accusations. Cependant et il est assez rare pour le signaler, une Cour militaire de l'ANS a condamné un membre d'Ahrar al-Sharqiyah pour le meurtre d'Hevrîn Khalaf selon le rapport de l'ONU cité plus haut.

Aucune discrimination

Les civils kurdes ne sont pas les seuls concernés par ces exactions. Les Arabes syriens transférés à Afrin depuis la Ghouta orientale et d'autres zones à la suite de leur reprise en main par le régime subissent eux aussi certains de ces abus. Réinstallé à Afrin au printemps 2018, un civil arabe dépeint un sombre tableau de cette ville autrefois havre de paix : *« Je louais une maison à un Kurde mais la milice en charge du secteur où elle se situait, Ahrar al-Sharqiyah, m'en a expulsé pour se l'approprier. La maison de mon propriétaire aussi a été saisie. Ils ont prétexté qu'il était du PKK. (...) La même histoire est arrivée à des dizaines de familles venues de la Ghouta orientale, elles aussi ont été exclues. »*

Un chercheur turc s'étant rendu à plusieurs reprises à Afrin et familier des différentes composantes de l'ANS a confié à *Al-Monitor* (sous condition d'anonymat, de peur d'essuyer des représailles des autorités turques) que *« la répartition des zones d'occupations d'Afrin entre les divers groupes armés de l'ANS fait partie de leur butin de guerre. Ils s'accordent entre eux pour définir les limites de leurs territoires respectifs. Ils s'accaparent les biens immobiliers et les revendent ensuite à leurs propriétaires légitimes. Rien de tout cela n'est légal ou même juste. »*

Le civil arabe appuie les propos du chercheur turc. *« Chaque quartier a sa propre milice. Le quartier de Mahmoudiya par exemple, regroupe dix autres plus petits quartiers et chacun d'entre eux est sous la coupe d'un groupe armé. Un civil possédant un bien mais sans accointances avec telle ou telle milice, s'est comme si sa maison ne lui appartenait déjà plus.(...) Si vous pouviez venir à Afrin, il ne vous faudrait que quelques instants pour être assurés que la seule loi ici, c'est celle des armes. C'est un phénomène terrible que de voir de plus en plus de magasins vendre des armes. Où que vous soyez, vous verriez ces Hunter's Gun Store, So an So Gun Shope et tant d'autres. Quelle vision d'horreur... »*

Selon le chercheur turc cependant, le gouvernement d'Ankara cherche à imposer la loi et l'ordre à Afrin. Mais il reconnaît que la préfecture du Hatay, qui administre les territoires occupés d'Afrin, supervise la reconstruction et assure les services publics, a jusqu'ici eu peu d'impact. *« Ils semblent peu enclins ou alors incapables de contrôler les milices sur le terrain. (...) La Turquie est avant tout focalisée sur sa propre sécurité, »* indique-t-il.

Localement, cela signifie parer aux attaques sporadiques des Forces de Libération d'Afrin, liées au PKK, qui conduisent une guérilla de basse intensité pour repousser les occupants turcs et syriens hors d'Afrin. Avec peu d'effet jusqu'à présent. Les attaques qui lui sont attribuées, notamment celle d'un marché populaire en plein centre-ville d'Afrin, ont pris plusieurs vies civiles et militaires.

Laisse tranquille ma cachette

Le 21 mai 2021, c'est cette même sécurité intérieure turque qui semblait menacée par certains groupes armés équipés par Ankara et la brèche qu'ils avaient ouverte dans le mur frontalier turco-syrien. Des centaines de miliciens syriens s'y sont engouffrés en provenance du vaste camp de déplacés d'Atmeh, au sud-est d'Afrin, et un poste-frontière tenu par la gendarmerie turque dans le district de Reyhanli (province du Hatay) a été attaqué. Un civil turc témoin des événements a affirmé au média en ligne turc indépendant *Duvar* que les Syriens avaient eux-mêmes mis le feu à leurs oliveraies et champs de blé. « *Le poste de gendarmerie a été pris sous des tirs nourris de la part des Syriens. Je ne sais pas si c'était un cocktail Molotov ou autre mais le bâtiment a été la cible d'un explosif. Si celui-ci ne s'était pas écrasé contre le mur extérieur mais à l'intérieur, tous les gendarmes seraient morts,* » soutient un second témoin. Les images disponibles de cette attaque où l'on voit des personnes courir au milieu de nuages de fumée et des flammes à proximité du poste-frontière et de sa tour de surveillance apparaissent comme concordantes aux témoignages recueillis par *Duvar*.

Les deux villageois turcs ne savent pas ce qui a pu motiver cette attaque. Mais comme l'a suggéré sur son compte Twitter Umit Ozdag, un député indépendant du Parlement turc, il est possible qu'elle soit liée à la saisie quelques jours plus tôt, le 15 mai, de plus d'une tonne de Captagon dans le port turc d'Iskenderun. Cette drogue, un puissant stimulant, avait une valeur sur le marché d'environ 37 millions de dollars. Selon la police turque, les pillules avaient pour destination finale les Émirats Arabes Unis.

Ancien membre du MHP (extrême-droite), Umit Ozdag est un farouche partisan de l'expulsion hors de Turquie des quelques quatre millions de Syriens qui y sont réfugiés. « *Les Syriens se sont soulevés à Reyhanli. Un poste-frontière turc a été attaqué. Les soldats se sont repliés pour éviter une confrontation. Des armes ont été volées. La raison de cette flambée de violence, c'est l'opération anti-narcotique d'Iskenderun. En agissant de la sorte, la mafia syrienne dit : « On ne touche pas à ce qui m'appartient ». C'en est assez.* » Du côté des officiels turcs, cette agression frontalière n'a fait l'objet d'aucune explication.

Nationaliste turc convaincu et membre du Bon Parti, Sefik Cirkin a confirmé les propos d'Umit Ozdag auprès d'*Al-Monitor* : « *Malheureusement, tout cette histoire est véridique. À 100%.* » Malgré nos relances, il n'a pas voulu approfondir le sujet ni même le commenter.

Diverses saisies de drogues ont eu lieu cette année dans la province du Hatay. La plus récente, en juillet, concernait un cargo transportant 117 kilos de cocaïne et arraisonné au large d'Iskenderun. Plusieurs affaires ont débouché sur des arrestations mais les identités et nationalités des suspects n'ont jamais été révélées. Dans le cas de la saisie du 15 mai, aucune arrestation n'a été annoncée par les autorités turques.

Elizabeth Tsurkov, doctorante à l'université de Princeton et membre du think tank *Newlines Institute* à Washington, est une experte reconnue de l'opposition syrienne. Contacté par *Al-Monitor*, elle confirme que « *plusieurs factions syriennes sont impliquées dans le trafic de drogue dans les zones sous contrôle turc.* »

Rencontre avec Abu Amsha

Mohammad Jassem est le commandant de la Brigade Sultan Souleyman Shah, intégrée à l'Armée Nationale Syrienne et nommée en hommage à l'un des pères fondateurs de l'Empire ottoman dont le mausolée se trouvait en Syrie, sur les bords de l'Euphrate. Basés à Afrin, Mohammad Jassem alias Abu Amsha et ses hommes sont l'incarnation des profits que peut

généraliser une guerre. Également appelée « Amshat » en référence à son chef, la Brigade Sultan Souleyman Shah est connue pour ses pratiques criminelles à Afrin. Les enlèvements et les taxes agricoles arbitraires sur fond de nettoyage ethnique font partie de ses sources de revenus principales.

Sur son compte Twitter, Mohammad Jassem prête allégeance à la Turquie et à son néo-sultan Erdogan. On y trouve également des hommages à divers ultranationalistes turcs, ses condoléances au ministre de l'Intérieur turc pour le décès de sa mère en mars 2021 et ses désirs de poursuivre les « chiens » des Forces Démocratique Syriennes (FDS), alliés des États-Unis et qui sont « vraiment le PKK. » L'invasion d'Afrin en 2018 (opération *Rameau d'Olivier*) puis celle plus à l'est en 2019 (opération *Source de Paix*) reposent sur cette même logique fait sienne : les FDS et le PKK sont « les mêmes. » En reprenant la rhétorique pratiquée par la Turquie au sujet du PKK en Syrie et le discours islamiste teinté de nationalisme turc d'Erdogan, Mohammad Jassem a pu s'amménager son propre fief dans le district de Sheikh Hadid, à l'ouest d'Afrin.

Sous couvert d'anonymat, un milicien de la Brigade Sultan Souleyman Shah a confié à *Al-Monitor* qu' « au moment de la prise d'Afrin par les factions de l'ANS, notre brigade a pris en main une zone autour de Sheikh Hadid et nous y avons installé notre centre de commandement. Abu Amsha ne prend pas ses ordres auprès de l'Armée Nationale Syrienne ou du ministère de la Défense du gouvernement intérimaire de l'opposition syrienne à Istanbul. Il s'arrange directement avec le renseignement turc. »

Plusieurs organisations des droits de l'Homme assurent que les groupes armés combattant aux côtés de la Turquie ont aidé l'appareil sécuritaire d'Ankara en transférant illégalement sur le sol turc des centaines de Syriens, arabes et kurdes, accusés de travailler pour le compte du PKK dans les zones occupées par la Turquie en Syrie. Agiter la menace d'une extradition de l'autre côté de la frontière auprès des populations civiles que seule une grosse somme d'argent pourrait éviter est une pratique courante la part des milices de l'ANS. Celles et ceux qui ne peuvent pas payer sont alors remis à la Turquie.

La nouvelle prospérité de Mohammed Jassem provient de plusieurs sources. Les impôts prélevaient sur les biens et marchandises transitant par les check-points que contrôlent sa brigade en est une, tout comme le commerce d'huile d'olive. Son subordonné explique qu' « au début, notre groupe agissait à Afrin comme tous les autres. Nous coupions et vendions les oliviers mais nous avons récemment changé de stratégie. Nos membres ont commencé à cultiver les olives sur les terrains confisqués aux personnes soupçonnées d'être loyales aux FDS. Sur les propriétés agricoles qui n'ont pas été saisies, nous imposons une taxe sur le revenu de l'ordre de 25 à 50%. (...) Mais cela n'a pas mis un terme à l'abattage d'arbres par les miliciens qui en vendent le bois en profitant de son cours élevé. Notre commandement autorise les membres de la brigade à tirer un bénéfice personnel de ces activités afin de s'assurer de leur fidélité. »

En Turquie, la Coopérative du Crédit Agricole, une instance étatique, achète l'huile d'olive des factions armées de l'ANS par l'entremise d'intermédiaires. Ensuite, elle la vend à des producteurs turcs qui l'exportent à leur tour en Europe et aux États-Unis. Un commerce illicite largement documenté. « Sans les olives d'Afrin, nous n'aurions jamais pu avoir un tel volume d'exportation, » soulignait dans l'édition turque de la chaîne d'information allemande *Deutsche Welle* Ali Nedim Gureli, exportateur turc d'huile d'olive, avant de préciser : « Dans le passé, ce produit en provenance d'Afrin était illégal et était directement vendu aux producteurs de Turquie. Désormais, ces transactions sont conduites par l'État et nous pouvons dire aujourd'hui que la majorité de la production annuelle d'huile d'olive à Afrin,

estimée à 30 000 tonnes, est transférée en Turquie. L'huile d'olive d'Afrin est devenue un produit turc. »

Une situation qui ne plaît pas à tous les producteurs turcs. Selon Sefik Cirkin, l'huile d'olive venue d'Afrin est vendue à un prix défiant toute concurrence sur le marché turc : *« J'ai dit au gouverneur de la province du Hatay que de l'huile d'olive d'Afrin passait en contrebande et était vendue ici. Je lui ai dit : « Faites quelque chose. Les producteurs turcs sont fortement impactés. » Mais rien n'a été fait. »*

La tentative de la Turquie de passer une couche de légalité sur le commerce de l'huile d'olive en passant par la Coopérative du Crédit Agricole a laissé de marbre les juristes internationaux compétents en la matière. *« Le droit international garanti plusieurs protections à celles et ceux qui vivent dans des territoires occupés, comme c'est le cas à Afrin. Leurs biens et propriétés sont protégés par la Convention de Genève, »* rappelle Roger Lu Phillips, avocat en droit international et directeur juridique du *Centre Syrien de la Justice et des Responsabilités*, une ONG américaine qui documente les crimes de guerre commis en Syrie. *« Il est contraire au droit international pour une puissance occupante de réquisitionner toute production alimentaire, en particulier dans des zones où les populations civiles souffrent de pénuries alimentaires. C'est très grave. »*

En outre, lorsqu'une puissance occupante, en l'occurrence la Turquie, réquisitionne des biens, elle doit dédommager à un prix équitable le propriétaire. *« Si la Turquie prélève des oliviers et de l'huile d'olive aux producteurs syriens locaux sans une juste contrepartie, alors elle viole les lois de l'occupation, même si elle ne le fait qu'indirectement via les groupes armés qui sont sous son contrôle, »* ajoute le juriste.

Selon les sources proches de ce dossier que nous avons contactées, Mohammad Jassem aurait investi une partie de ses gains dans des commerces en Turquie, comme des restaurants ou des concessions automobiles. Nous avons alors appelé *El Safir Oto*, une concession automobile qui appartiendrait au commandant syrien dans la ville frontalière de Gaziantep : *« Est-ce que Abu Amsha détient cette enseigne ? »* L'homme au bout du fil nous a répondu en turc avec un fort accent arabe : *« Oui, c'est le cas. Mais qui êtes vous ? »*

Pour Ahmed Ramadan, rédacteur en chef du *Euphrates Post*, un média de l'opposition syrienne basé à Istanbul, Mohammed Jassem *« est le numéro un du business dans cette zone. (...) Le monde entier sait qu'ils volent, que ce sont des profiteurs de guerre. Ils n'en ont même plus honte, »* commente le journaliste qui a enquêté sur les activités commerciales de ces groupes armés.

Dans un article daté du 17 mai 2021, l'agence d'information syrienne pro-opposition *Stepnews* révélait que les forces turques de sécurité avaient perquisitionné les résidences de plusieurs membres de la Brigade Sultan Souleyman Shah, dont celle du frère de Jassem Mohaméed, au cours de diverses opérations menées dans les villes turques de Gaziantep, Reyhanli et Osmaniye. Pour ce média comme pour d'autres, cette série de descente policière est une réponse à l'importante saisie de Captagon effectuée deux jours plus tôt.

Une affirmation qui correspond aux conclusions d'Elizabeth Tsurkov : *« Mes recherches concernant les activités illégales auxquelles se livre les factions pro-turques font apparaître Amshat (Brigade Sultan Souleyman Shah) comme celle étant le plus grandement impliquée dans le trafic de drogue. (...) Selon mes sources à l'intérieur de l'Amshat, le narcotrafic est supervisé par Sayf Jassem, frère du commandant de la brigade, et son entourage proche. »*

Au cours de ses investigations, Elizabeth Tsurkov a découvert que « *la plupart des drogues dans la région proviennent de territoires sous l'autorité de Damas. La 4^{ème} Division de l'armée arabe syrienne contrôle son processus de fabrication et de distribution, que ce soit à l'intérieur des frontières ou à l'extérieur. Dans le cas présent, Amshat introduit la drogue à Afrin à partir des localités chiïtes de Nubul et Zahraa, tenues par le Hezbollah.* » La chercheuse américaine précise qu' « *Abu Amsha a formulé une interdiction stricte sur l'entrée de ces drogues en Turquie.* » Ce qui ne veut pas dire qu'il est interdit d'utiliser le port d'Iskenderun pour leur transit. Hormis les forts soupçons de trafiquant de drogue pesant sur sa personne, Mohammad Jassem est de part son comportement l'objet d'un ressentiment interne depuis quelques temps.

En 2018, Isra Khalil, femme d'un membre de la Division Sultan Murad, une autre faction de l'ANS, a révélé dans une vidéo avoir été violée à plusieurs reprises et sous la contrainte d'une arme par Mohammad Jassem. « *Abu Amsha m'a violée. Au moment de partir, il m'a fait sortir de la chambre et m'a dit : « Si tu dis que je suis venu te voir, je tuerais ton mari et ton beau-frère. » Je lui ai répondu : « Pour l'amour de Dieu, je ne vous ai jamais rien fait monsieur, non ? Dieu gardera privé ce qu'il veut garder privé. »* » Isra Khalil affirme ne pas être la seule à avoir été sa victime, d'autres ont aussi été violées. « *Il a terrifié de très nombreuses femmes,* » ajoute-t-elle dans sa vidéo.

Une semaine plus tard, Isra Khalil met en ligne une seconde vidéo, une semaine plus tard. Elle y évoque « *une mauvaise personne* » qui lui aurait fait cette proposition : « *Je te donne l'argent que tu veux si tu fais cette vidéo sur Abu Amsha.* » Des dires qui révéleraient les circonstances supposées de la première vidéo. Pour une source crédible que nous avons jointe au sein de l'opposition syrienne, Isra Khalil a subi de fortes pressions pour revenir sur ses accusations. Une opinion appuyée par Ahmed Rahhal, un général ayant déserté les rangs de l'armée arabe syrienne pour rejoindre la Révolution. Pour ce féroce critique de la corruption et des abus commis par les factions armées de l'ANS, la retractation d'Isra Khalil « *est pour le moins dérangeante. (...) Avec des gens de confiance présents en Syrie, j'ai suivi cette affaire. Ils m'ont dit qu'Abu Amsha avait tout simplement acheté le silence. Avec quatre voitures. Une pour le juge, une autre pour l'officier de police et les deux dernières pour deux autres personnes ; le dossier était clos. Cette femme a fait cette seconde vidéo contre son gré, elle a été forcée. Ces viols sont une abomination et j'ai écrit à ce sujet.* »

La liberté de parole adoptée par Ahmad Rahhal avait un prix. En août 2020, il a été déchu de son permis de séjour en Turquie et incarcéré pendant 73 jours, « *sans être inculpé de quoi que ce soit. C'était une injure incroyable.* » Selon l'ex-général, Mohammad Jassem et ses hommes ont probablement fait de fausses déclarations contre lui aux autorités turques en l'accusant d'être un « *agent à la solde des Émirats Arabes Unis, de l'Arabie Saoudite ou des Kurdes.* » Il affirme recevoir chaque jour des centaines de menaces de mort, émanant de membres de groupes armés, non seulement contre lui mais aussi envers sa famille. Il a publiquement interpellé à ce sujet le président turc Erdogan, le ministre de l'Intérieur Souleyman Soylu ainsi que les responsables du gouvernement intérimaire syrien opposé au régime de Bashar al-Assad, en sollicitant leur aide.

En avril dernier, un autre média syrien pro-opposition a relayé les accusations formulées dans une vidéo par des miliciens de l'ANS se plaignant de voir Mohammad Jassem « *volés* » les salaires par qu'ils auraient dû percevoir pour leur participation à la guerre au Haut-Qarabagh contre l'Arménie aux côtés des forces armées azéries. « *On leurs avait promis 2000 dollars par mois mais ils ont reçu beaucoup moins. Et avec du retard,* » confirme la chercheuse Elizabeth Tsurkov.

Un lanceur d'alerte turc

Sedat Peker, un criminel turc notoire en exil à Dubaï, a mis en cause plusieurs officiels turcs, actuels et passés, entretenant des liens étroits avec Recep Tayyip Erdogan pour leur participation supposée à des viols, aux trafics de drogue et à des livraisons d'armes à destination de djihadistes syriens, entre autres. Ses vidéos postées sur YouTube sont visionnées en Turquie plusieurs millions de fois et pour beaucoup de téléspectateurs, elles lèvent le voile sur la vérité puisque Sedat Peker, de son propre aveu, a été directement impliqué dans certains des crimes qu'il dénonce aujourd'hui. Il raconte dans l'une de ces vidéos que *« si vous voulez faire des affaires en Syrie, vous savez ce que vous devez faire ? Il y a un certain monsieur Metin Kiratli à contacter. Et laissez-moi vous dire où il travaille : à la Direction des Affaires administratives de la Présidence. Vous devez le rencontrer ; pas pour les petites affaires comme deux camions de marchandises, mais pour les deals importants. »*

Au cours d'une récente interview avec le média allemand *Deutsche Welle*, Ibrahim Jaafari, un responsable des Affaires étrangères syriennes, a déclaré : *« Je voudrais dire qu'après vérification et confirmation, les déclarations de monsieur Sedat Peker sont tout à fait exactes. »* Metin Kiratli a pour sa part dénoncé ces accusations et engagé une procédure judiciaire contre Sedat Peker.

Que les affirmations de ce dernier soient authentiques ou non, le commerce transfrontalier qu'il évoque semble s'accroître avec la bénédiction d'Ankara. C'est ainsi qu'un nouveau poste-frontalier officieux a été inauguré au premier semestre 2021 entre Girê Spî (Tell Abyad) et Serê Kaniyê (Ras al-Aïn). Appelé « Tufaah » (« pomme » en arabe), il relie la Turquie aux zones conquises lors de l'opération *Printemps de Paix* par les forces turques et les groupes composant l'Armée nationale syrienne. Il permet également, via cette région, d'atteindre les territoires tenus par les Forces Démocratiques Syriennes au nord de Raqqa.

« Tufaah » est contrôlé par le chef d'Ahrar al-Sharqiyah Abu Hatem Shaqra dont le sens des affaires en temps de guerre lui a valu d'être surnommé « La Pieuvre ». Cette gestion lucrative du passage frontalier n'est pas exclusive et est partagée avec deux autres factions de l'ANS. Selon certaines sources, « Tufaah » pourrait générer près d'un million de dollars, par mois. Avec le morcellement actuel syrien, le contrôle des points de passage entre des territoires gouvernés par différentes entités fait figure de véritable trésor de guerre.

Pour la représentante du Conseil démocratique syrien aux États-Unis Sinam Mohammed, Washington se doit de désigner comme terroristes les groupes armés composant l'ANS qui ont commis des crimes de guerre : *« C'est une mesure nécessaire, »* défend-elle, *« sinon, rien ne les empêchera de recommencer. »*

Pour Bassam al-Ahmed de l'ONG *Syrians for Truth and Justice*, cette demande n'a aucune chance d'aboutir. *« Au mieux, ce que nous pouvons espérer est que ces seigneurs de guerre soient individuellement inculpés pour leurs crimes, »* détaille-t-il. *« Il est temps que les États-Unis agissent contre ces groupes. »*

Un porte-parole du Département d'État américain a déclaré à *Al-Monitor* que *« l'Administration est préoccupée par les rapports de terrain continus faisant état de la violation des lois inhérente à tout conflit armé ainsi que du non-respect des droits de l'Homme par certaines factions de l'Armée Nationale Syrienne dans le nord de la Syrie. (...) Les États-Unis et la Turquie partagent un intérêt commun dans la fin, durable, de la guerre en Syrie et dans le contre-terrorisme. Nous continuerons de consulter Ankara sur la politique*

syrienne à tenir et nous chercherons à trouver des espaces de coopération afin de dissuader toute influence néfaste d'opérer dans la région. »

En juillet, les États-Unis ont ajouté la Turquie sur la liste des pays impliqués dans le recrutement et l'utilisation d'enfants-soldats ces dernières années, faisant ainsi du pays le premier membre de l'OTAN à être ainsi mis à l'index. Dans son rapport sur la traite d'être humain en 2021, le Département d'État américain souligne que la Turquie fournit un « *support concret* » à la Division Sultan Murad qui a déployé des enfants-soldats en Libye, tout comme d'autres parties impliquées dans ce conflit. Le Département d'État a également désigné les Forces Démocratiques Syriennes et d'autres groupes armés en Syrie comme recrutant des mineurs pour combattre. Cette condamnation de la Turquie a déclenché la fureur d'Ankara et le ministre turc des Affaires étrangères a déclaré « *rejeter en bloc* » ces accusations qui ne reposent selon lui sur aucun fondement.

Article co-écrit par Amberin Zaman, Mohammad Hardan et Dan Wilkofsky pour le média en ligne *Al-Monitor*, traduit de l'anglais par Christophe Thomas.